COOPÉRATION CANADA

Novembre 2026

# Quelles sont les grandes tendances qui influencent l'évolution des priorités de l'APD canadienne?

## Faits saillants du Rapport 2025 sur les tendances de l'aide canadienne

L'aide publique au développement (APD) du Canada est de plus en plus façonnée par des priorités concurrentes. Alors que le volume total de l'APD a considérablement fluctué au cours des dernières années, une part croissante est consacrée aux coûts d'accueil des personnes réfugiées au Canada, au soutien à l'Ukraine, et au financement climatique. Ces changements modifient à la fois la répartition géographique de l'aide canadienne et ses objectifs, avec des répercussions sur les ressources disponibles pour le développement à long terme, l'aide humanitaire et la réduction de la pauvreté.[1]

### 1 Les ressources consacrées au développement à long terme diminuent et retrouvent leurs niveaux d'avant la pandémie

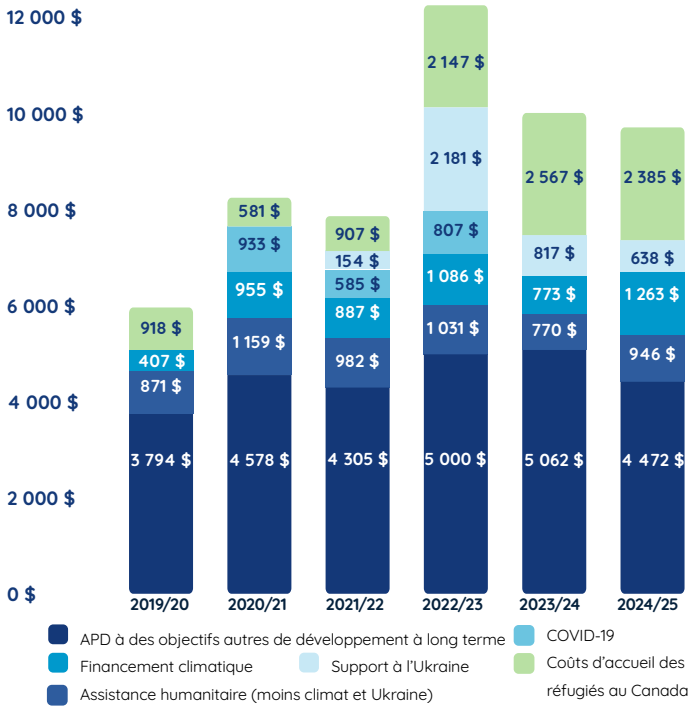
Les ressources consacrées aux autres objectifs de développement à long terme sont en baisse depuis 2022-2023. En 2024-2025 seulement, elles ont diminué de 12 %, passant de 5,1 à 4,5 milliards de dollars. L'éducation a enregistré le recul le plus marqué, avec une baisse de 46 %, tandis que les secteurs de la santé générale et de base et de l'agriculture ont connu des diminutions respectives de 9 % et de 10 %. Le financement consacré à la population et à la santé reproductive est demeuré relativement stable.

Plus largement, en excluant les coûts d'accueil des personnes réfugiées au Canada, l'APD canadienne est passée de 10,1 milliards de dollars en 2022-2023 à 7,3 milliards en 2024-2025. En excluant également le soutien à l'Ukraine, les ressources disponibles pour les autres objectifs humanitaires et de développement ont diminué de 16 % au cours de cette période, atteignant leur plus bas niveau depuis 2019-2020.

**Les enjeux :** les chiffres globaux de l'APD peuvent masquer le montant des ressources réellement disponibles pour les priorités de développement à long terme. À mesure que de nouvelles demandes exercent une pression sur l'APD, les investissements de longue date dans des secteurs comme la santé, l'éducation et l'agriculture sont de plus en plus menacés.

**APD canadienne désagrégée**

Millions de dollars canadien




1 Ce document fait partie de la série Tendances de l'aide canadienne, produite par Coopération Canada et AidWatch Canada. Ces faits saillants présentent un aperçu des principales conclusions de l'analyse. Pour en savoir davantage, consultez la note d'information complète ainsi que les autres ressources de la série Tendances de l'aide canadienne.

## 2 Un dollar sur quatre de l'APD canadienne est consacré aux coûts d'accueil des personnes réfugiées au Canada

En 2024-2025, les coûts d'accueil des personnes réfugiées au Canada représentaient 25 % de l'APD canadienne, principalement en raison du soutien offert aux personnes ayant fui la guerre en Ukraine. En 2025, le Canada se classait au sixième rang des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE pour le montant total déclaré de ces coûts et au troisième rang pour leur proportion dans l'APD nationale. À l'échelle du CAD, ces dépenses totalisaient 23 milliards de dollars américains, soit 13 % de l'APD totale.

**Les enjeux :** une augmentation de l'APD ne se traduit pas nécessairement par des ressources supplémentaires acheminées aux pays partenaires. Il devient donc de plus en plus important de distinguer l'APD totale des ressources effectivement disponibles pour les programmes de coopération internationale.

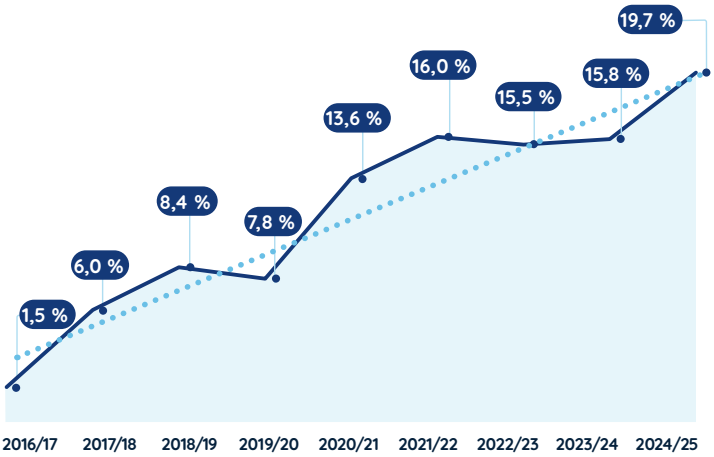
## 3 Le financement climatique représente 20 % de l'aide canadienne et devrait continuer de croître

Le financement climatique occupe une place de plus en plus importante dans l'APD canadienne. En 2024-2025, le Canada a consacré 24 % de son aide bilatérale au financement climatique. Sur une moyenne de deux ans, le financement dont le climat constituait l'objectif principal représentait 20 % de l'aide bilatérale, contre 8 % en 2019-2020.

Le nouvel engagement du Canada de 5,9 milliards de dollars en matière de financement climatique viendra renforcer davantage la place de ce financement dans le portefeuille d'aide, notamment grâce à une expansion considérable du rôle de FinDev Canada.

**Les enjeux :** la lutte contre les changements climatiques constitue une priorité essentielle du développement. Toutefois, lorsque le financement climatique provient de la même enveloppe limitée d'APD, son augmentation peut se faire au détriment d'autres objectifs de développement. Cet enjeu est particulièrement important dans le cas de l'atténuation des changements climatiques. Bien que les investissements dans ce domaine soient urgents et nécessaires, leur financement à même les ressources limitées de l'APD risque de réduire les sommes disponibles pour des secteurs dont les populations des pays du Sud sont les principales bénéficiaires, notamment la santé, l'éducation, l'adaptation aux changements climatiques ainsi que les pertes et préjudices.

**Part de l'APD bilatérale d'AMC consacrée principalement au financement climatique**
Moyenne mobile sur deux ans




L'APD bilatérale exclut les coûts d'accueil des personnes réfugiées au Canada, les dépenses liées à la COVID-19 et l'aide à l'Ukraine.

## 4 Le Canada mise davantage sur l'aide pour mobiliser des capitaux privés, mais les résultats demeurent modestes

FinDev Canada occupe une place de plus en plus importante dans le financement canadien du développement. L'institution a engagé environ 2,4 milliards de dollars américains auprès de 70 clients, avec un portefeuille principalement concentré dans les pays à revenu intermédiaire et les instruments de financement par emprunt. En 2024, 65,1 % de ses transactions concernaient des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, contre 26,3 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 8,6 % dans les pays à faible revenu.

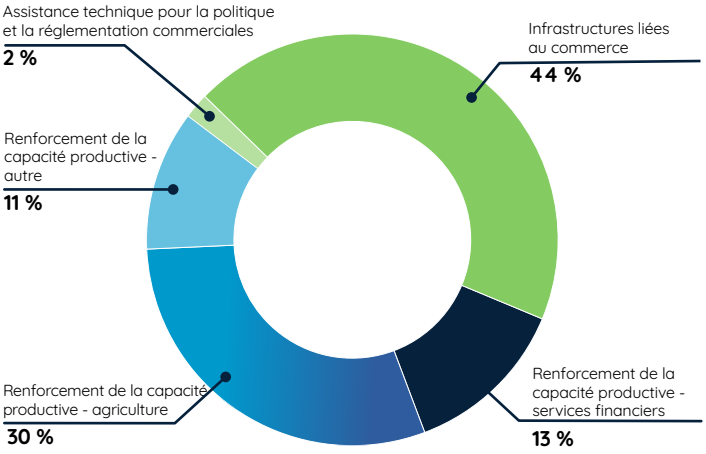
Jusqu'à présent, la mobilisation de capitaux privés demeure modeste par rapport aux investissements publics. Entre 2022 et 2024, FinDev Canada a déclaré avoir mobilisé 308,4 millions de dollars en financement privé, parallèlement à de nouvelles transactions de projets totalisant 950,1 millions de dollars. Cela représente moins de 33 cents de financement privé pour chaque dollar public investi.

**Les enjeux :** le recours croissant à l'APD pour mobiliser des investissements privés transforme à la fois les instruments utilisés et la répartition géographique du financement canadien du développement. Cette évolution soulève également d'importantes questions quant à la complémentarité entre les approches axées sur le secteur privé et les investissements sous forme de subventions dans les pays à faible revenu et les contextes les plus vulnérables.

## 5 Le Canada réoriente son approche vers les partenariats entre commerce et développement, alors que l'Aide pour le commerce représente déjà 21 % de son APD

Le Canada cherche de plus en plus à harmoniser son aide internationale avec ses objectifs commerciaux et d'investissement. Pourtant, l'Aide pour le commerce2 représente déjà une part importante de l'APD canadienne. Entre 2022-2023 et 2024-2025, l'Aide pour le commerce, selon une définition élargie, représentait en moyenne 21 % de l'APD canadienne, en excluant le soutien lié à la COVID-19 et à l'Ukraine. Selon une définition plus restreinte, axée davantage sur les politiques commerciales, la réglementation et les principales infrastructures économiques, cette proportion était de 9 %.

**APD canadienne pour l'Aide pour le commerce**
Moyenne de trois ans, 2022-23 à 2024-25, part de l'Aide pour le commerce totale




La répartition de ce financement est également révélatrice. Les infrastructures économiques, particulièrement dans le secteur des énergies renouvelables, représentaient 44 % des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce entre 2022-2023 et 2024-2025, tandis que l'agriculture en représentait 30 %. En comparaison, le soutien direct aux politiques commerciales et aux réformes réglementaires ne comptait que pour 2 %.

L'Aide pour le commerce est principalement acheminée par l'intermédiaire des organisations multilatérales, qui représentaient 76 % des décaissements, contre 13 % pour les organisations de la société civile (OSC) et 6 % pour les acteurs du secteur privé.

**Les enjeux :** La réorientation du Canada vers les partenariats entre commerce et développement ne part pas de zéro. Une part importante de l'APD canadienne soutient déjà les secteurs productifs et les conditions favorables aux échanges commerciaux. La question centrale est de savoir comment cette nouvelle orientation pourra s'appuyer sur les investissements existants tout en continuant de répondre aux priorités des pays partenaires en matière de développement et de commerce.

## 6 L'Ukraine a reçu 15 % de l'APD canadienne au cours des trois dernières années, devenant le plus important pays bénéficiaire de l'histoire de l'aide canadienne

L'Ukraine est devenue une priorité sans précédent pour l'aide canadienne. Entre 2022-2023 et 2024-2025, le Canada lui a fourni 10,7 milliards de dollars en aide non militaire, dont 3,7 milliards en APD. Ce montant représentait 15 % de l'APD canadienne sur cette période de trois ans, en excluant les coûts d'accueil des personnes réfugiées au Canada.

En 2025, le Canada était le premier pays donateur membre du CAD pour l'APD destinée à l'Ukraine, tant en volume absolu qu'en proportion de son APD. Les institutions de l'Union européenne, comptabilisées séparément, étaient toutefois le principal fournisseur d'aide dans son ensemble, représentant 77 % du financement d'APD destiné à l'Ukraine, dans un contexte de recul du soutien américain.

2 L'Aide pour le commerce vise à harmoniser les stratégies des pays donateurs et des pays partenaires afin de renforcer les capacités, les infrastructures et les institutions nécessaires pour tirer parti des échanges commerciaux et faire du commerce un moteur de croissance économique et de développement durable.

**Les enjeux :** le soutien à l'Ukraine a transformé non seulement le volume de l'APD canadienne, mais aussi sa composition et ses mécanismes institutionnels d'acheminement. Les prêts et le ministère des Finances occupent désormais une place beaucoup plus importante que ce qui est habituellement observé dans l'aide au développement du Canada.

## 7 L'aide humanitaire demeure concentrée dans les crises prolongées, mais sa part dans l'APD diminue

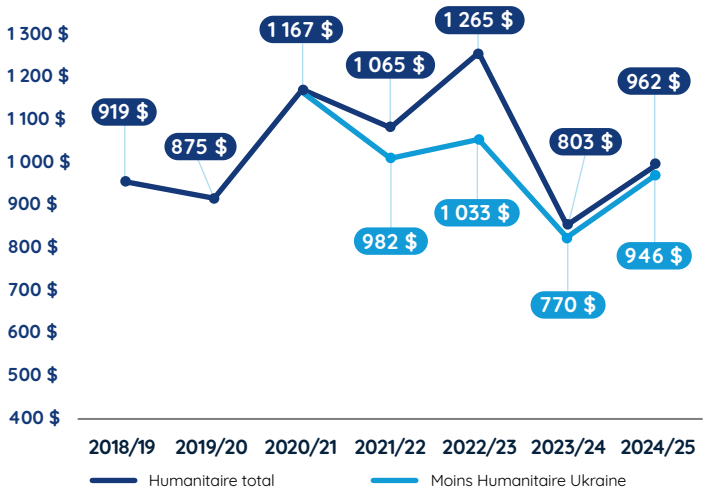
L'aide humanitaire canadienne demeure principalement dirigée vers les pays confrontés à des crises prolongées. Entre 2022-2023 et 2024-2025, au moins les trois quarts du financement humanitaire attribué à des pays précis ont été consacrés à de telles situations. En 2024-2025, neuf des dix principaux pays bénéficiaires étaient touchés par des crises prolongées.

L'Afrique subsaharienne demeurait la principale région bénéficiaire, recevant 38 % de l'aide humanitaire canadienne entre 2020-2021 et 2024-2025, suivie du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, avec 29 %.

Parallèlement, la part de l'aide humanitaire dans l'APD réelle3 est passée de 15 % en 2018-2019 à 8 % en 2023-2024, avant de remonter à 10 % en 2024-2025.

### Assistance humanitaire totale, 2018-19 à 2024-25

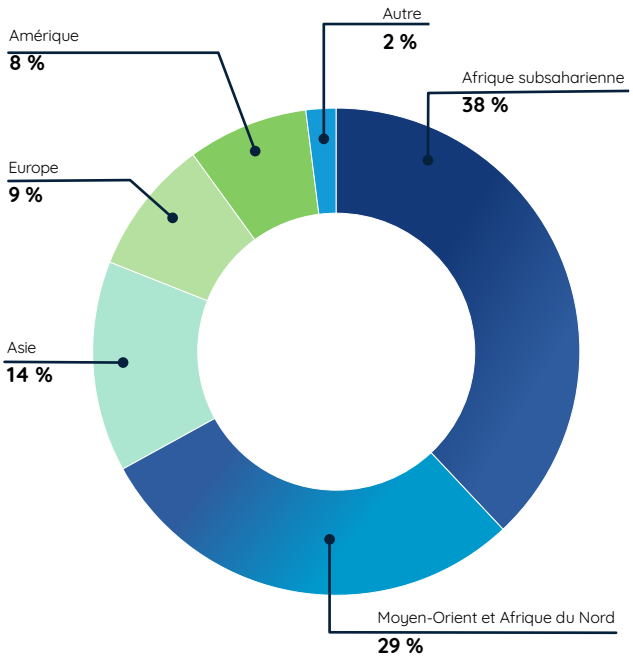
Millions de dollars canadiens




**Les enjeux :** l'aide humanitaire canadienne demeure fortement concentrée dans les régions où les besoins sont les plus urgents et les plus persistants. Toutefois, son financement n'a pas suivi le rythme de la croissance globale de l'APD canadienne et de l'évolution de sa composition.

### Allocations régionales de l'assistance humanitaire canadienne

Moyenne, 2020-21 à 2024-25




## 8 La population canadienne demeure favorable à l'aide axée sur la réduction de la pauvreté, mais son engagement s'affaiblit

La majorité de la population canadienne continue de considérer la réduction de la pauvreté comme un objectif fondamental de l'aide internationale. Près de sept personnes sur dix estiment qu'elle devrait constituer soit l'unique objectif de l'aide canadienne, soit un objectif poursuivi parallèlement à d'autres priorités.

Cependant, l'engagement du public envers les enjeux de pauvreté mondiale semble s'affaiblir. La proportion de personnes au Canada se disant pleinement ou partiellement engagées à l'égard de la pauvreté mondiale est passée de 36 % en 2023 à 26 % en 2026. Par ailleurs, seulement 12 % des personnes sondées déclaraient avoir entendu parler des objectifs de développement durable (ODD).

3 L'APD réelle exclut les coûts d'accueil des personnes réfugiées dans les pays donateurs, les frais de scolarité imputés et l'annulation de la dette. Elle correspond à l'APD potentiellement accessible directement aux gouvernements et aux partenaires des pays du Sud.

Les investissements d'Affaires mondiales Canada (AMC) dans la sensibilisation du public demeurent également limités. Entre 2022-2023 et 2024-2025, le ministère a décaissé en moyenne 20,1 millions de dollars par année pour des programmes de sensibilisation du public, soit l'équivalent de 0,49 % de son APD bilatérale réelle. Le Canada se classait ainsi au 17e rang parmi les pays membres du CAD.

**Les enjeux :** une part importante de la population canadienne demeure favorable à une aide internationale axée sur la réduction de la pauvreté, mais ce soutien ne peut être tenu pour acquis. Les investissements limités dans la mobilisation du public surviennent à un moment où la population canadienne semble de moins en moins sensibilisée aux enjeux de pauvreté mondiale et de développement international.